Danièle PINGUÉ, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale. Les sociétés politiques dans l'Eure et la Seine-Inférieure, 1790-1795*, préface de Jean-Pierre Jessenne

Paris, Éd. du CTHS, 2001, 654 p.

Martine Lapied

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5673>

DOI : 10.4000/ahrf.5673

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 209-211

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Martine Lapied, « Danièle PINGUÉ, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale. Les sociétés politiques dans l'Eure et la Seine-Inférieure, 1790-1795*, préface de Jean-Pierre Jessenne », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5673> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5673>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Danièle PINGUÉ, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale. Les sociétés politiques dans l'Eure et la Seine-Inférieure, 1790-1795*, préface de Jean-Pierre Jessenne

Paris, Éd. du CTHS, 2001, 654 p.

Martine Lapied

- 1 L'ouvrage présenté par Danièle Pingué, tiré d'une thèse d'ampleur accomplie sous la direction de Claude Mazauric, appartient aux grands travaux qui démontrent tout l'intérêt des enquêtes de terrain et du local comme laboratoire d'analyse du politique. Il confirme l'importance de la connaissance approfondie des attitudes et des pratiques politiques à l'échelle provinciale pour une compréhension globale du champ politique. Cette étude s'inscrit dans le cadre des recherches qui, depuis une vingtaine d'années, ont fait considérablement progresser les connaissances, et la réflexion, sur la sociabilité révolutionnaire.
- 2 C'est un énorme travail de prospection des archives et de critique des sources qui a été mené. L'étude est exhaustive sur les sociétés politiques de l'Eure et de la Seine-Inférieure pour lesquelles les sources sont très riches. Les résultats de cette enquête sont présentés sous forme de tableaux, graphes et cartes. Ils permettent ensuite des analyses fines, avec croisement des perspectives interprétatives, qui font saisir la réalité de la découverte de la politique. Danièle Pingué a retrouvé les traces de 377 clubs dans les deux départements qu'elle a choisis. Une impressionnante étude prosopographique de 8 800 clubistes a été menée grâce à un traitement informatique qui est présenté avec une grande précision.
- 3 La démarche adoptée est un modèle du genre : elle se fonde sur un socle d'études quantitatives qui permet de développer des analyses solidement étayées ; ainsi la politisation des masses est démontrée de façon incontestable. À partir de l'étude des

sociétés politiques, c'est toute l'histoire politique de la région qui peut être saisie ; mais ce questionnement local permet surtout de faire progresser des problématiques générales, ce qui est l'intérêt essentiel de ce type de recherches.

- 4 Après une préface de Jean-Pierre Jessenne qui met en valeur les méthodes utilisées et les résultats obtenus, l'introduction replace le travail dans le débat historiographique sur la sociabilité révolutionnaire.
- 5 Le site de recherche choisi, la Normandie orientale, composée de l'Eure et de la Seine-Inférieure, possède une unité géographique : il s'agit de plateaux à la riche agriculture dont la vallée de la Basse Seine constitue l'ossature. A la fin du XVIII^e siècle, c'est une région fortement peuplée et urbanisée où le grand commerce maritime et l'industrie textile sont des activités économiques essentielles.
- 6 Ces structures économico-sociales qui font de la Normandie orientale une des régions françaises les plus peuplées, les plus riches et les plus engagées dans la voie de la modernisation, en font aussi un milieu propice à l'existence de sociétés populaires. Au maximum d'expansion des clubs, il s'agira, en effet, du réseau le plus dense de la France septentrionale, mais ce réseau s'est constitué tardivement. L'étude identifie trois phases : avant la crise fédéraliste, du début de l'an II au début de l'an III, à partir de l'automne 1794.
- 7 De 1790 à septembre 1793, les sociétés patriotiques sont assez peu nombreuses, le total des adhérents est donc réduit. Les pratiques restent proches de celles des sociétés de pensée, l'essentiel du temps étant consacré à la lecture et à la discussion. C'est l'époque de la gestation du réseau. Les sociétés des Amis de la Constitution se donnent d'abord pour objectif la formation civique de leurs membres et de la population. Elles commencent leur rôle essentiel de laboratoire d'apprentissage de la citoyenneté. Une ouverture sur l'extérieur se manifeste au cours des premiers mois de 1791, mouvement amplifié par la fuite du roi. À partir de juin 1791, les sociétés interviennent de plus en plus dans les affaires des communes. Une double évolution se produit au printemps 1792 : certaines sociétés végètent ou disparaissent tandis que d'autres se radicalisent. Elles deviennent de véritables contre-pouvoirs dans leurs communes, face à des municipalités restées modérées. En mai 1793, certaines sociétés se sont imposées comme acteurs de la vie politique dont celles des principales villes, Rouen et Le Havre.
- 8 C'est la crise fédéraliste qui déclenche véritablement l'émergence des sociétés dans la vie politique, elles deviennent alors le lieu d'expression d'un soutien public à la Convention. Les analyses de Danièle Pingué confirment ici ce qui avait déjà été montré pour le Sud-Est : le rôle important des sociétés populaires dans la résistance au fédéralisme.
- 9 De septembre 1793 à octobre 1794, les clubs connaissent un apogée marqué par une implantation très dense, un recrutement massif et une intense activité ; 87 % des sociétés de Normandie orientale apparaissent en l'an II. Toutes les villes et la plupart des bourgs sont alors pourvus d'un club, ainsi qu'une proportion de villages nettement supérieure à la moyenne nationale. La multiplication des sociétés en l'an II résulte de l'action conjuguée des clubs déjà en place, des autorités officielles et des citoyens. Les représentants de l'État interviennent pour contrôler le développement du réseau.
- 10 Après l'étude du processus de mise en place du réseau de sociétés, la deuxième partie de l'ouvrage analyse leurs pratiques en l'an II et au début de l'an III.

- 11 C'est une organisation relativement unifiée et structurée, reliée au club des Jacobins de Paris qui apparaît en Normandie orientale. Les sociétés sont des lieux d'expérimentation des pratiques démocratiques qui participent activement à la vie politique locale, en général dans un climat d'entente avec les autres instances du pouvoir local. Elles permettent et stimulent la politisation des citoyens y compris dans les campagnes, mais elles sont aussi des agents quasi officiels de la politique gouvernementale, jouant le rôle de lien entre les citoyens et le gouvernement révolutionnaire. Les clubs disposent, toutefois, d'une marge d'initiative qui peut leur permettre d'infléchir la politique nationale. Leur coloration politique est relativement diversifiée, de sociétés à la sensibilité hébertiste à des sociétés modérées, mais qui soutiennent la politique du gouvernement révolutionnaire.
- 12 Comme dans le Sud-Est, la vision qui se dégage est loin de celle d'une révolution subie, imposée à un peuple plus ou moins apolitique par un mouvement jacobin autoritaire et centralisé.
- 13 Après la chute du gouvernement de Salut public, les sociétés deviennent thermidoriennes. Les grands clubs urbains, dominés par la bourgeoisie d'affaires, sont favorables à la « révolution du 9 Thermidor ». Les rares sociétés rurales restées montagnardes sont exclues du réseau. Mais, à partir d'octobre-novembre 1794 commence un déclin qui se prolonge jusqu'en août 1795 : les pratiques commencent à redevenir celles des clubs de discussion, les membres désertent les séances et les sociétés disparaissent peu à peu.
- 14 La troisième partie de l'ouvrage étudie le personnel jacobin à partir d'une enquête prosopographique d'une grande ampleur menée grâce à une riche documentation. L'échantillon porte sur les sociétés où il est possible d'identifier la totalité ou la grande majorité des membres au moins à un moment donné, soit 55 clubs ayant totalisé 8 759 adhérents. Les renseignements enregistrés pour chaque membre portent sur l'état civil, le milieu socio-culturel, les activités extérieures à la société et les activités internes. C'est cette étude quantitative à grande échelle qui rend les résultats indiscutables et qui permet de parler de « politisation de masse ».
- 15 Le dénombrement des membres met en évidence l'intense participation des Hauts-Normands à la vie politique dans le cadre des clubs de 1790 à 1795, avec un maximum en l'an II, année marquée également par un renouvellement plus ou moins important du personnel dirigeant lié au mouvement de radicalisation. Les clubistes sont majoritairement des hommes dans la force de l'âge, mariés et pères de famille pour les trois quarts d'entre eux. Dans la région, les sociétés s'avèrent la forme privilégiée de participation à la vie politique des citoyens, avant les élections. Les clubs recrutent environ un sixième des hommes majeurs des communes où ils siègent et le questionnaire utilisé permet d'apprécier différents degrés de militantisme.
- 16 La sociologie des clubs reflète celle des communes, mais avec un certain décalage vers le haut de l'échelle sociale, d'où un degré d'instruction plus important que la moyenne : 90 % des clubistes savent écrire leur nom. Dans les sociétés urbaines, trois groupes sont prépondérants à des degrés divers. Les artisans et boutiquiers viennent le plus souvent en tête. Les hommes d'affaires, patrons et cadres de l'industrie et du négoce, sont nombreux dans les sociétés des villes portuaires et des centres industriels. Le poids des fonctionnaires et des membres des professions libérales est élevé dans les cités pourvues de fonctions administratives importantes. Les dirigeants se recrutent essentiellement parmi l'élite urbaine. Les paysans viennent en tête dans la plupart des

sociétés de villages. Le groupe dirigeant y est dominé par les laboureurs mais n'est pas totalement fermé aux catégories les plus modestes, confirmant ainsi le caractère plus démocratique des sociétés rurales.

- 17 De riches annexes (110 pages) comprenant un recensement des sources et des travaux, un précieux index, complètent utilement ce travail scrupuleux et réfléchi qui permet d'apprécier le rôle des clubs comme instrument d'une vie politique démocratique intense et leur participation à l'invention des pratiques démocratiques contemporaines. Sur la question en débat de la comparaison du mouvement jacobin à un parti, Danièle Pingué tout en réfutant une assimilation anachronique, souligne, à la suite de Raymond Huard, la présence de certains caractères des futurs partis dans le réseau jacobin.
- 18 Un compte rendu ne peut évidemment que se borner à souligner la richesse d'un ouvrage qui mérite une lecture approfondie, indispensable à tout historien voulant approcher au plus près la réalité de la vie politique dans les départements pendant la Révolution française et apprécier un travail de terrain où une grande rigueur scientifique sous-tend la maturité de la réflexion analytique sur la dynamique révolutionnaire.